



Les UD 76, CGT, FSU, SOLIDAIRES avec l'UNEF appellent les salariés, (du public et du privé), les jeunes et les retraités, les privés d'emploi à se mobiliser le 8 octobre par la grève et les manifestations :

P ⇒ La hausse des salaires
O ⇒ Arrêter les suppressions d'emplois
U ⇒ Défendre le Code du travail et les prud'hommes
R ⇒ Défendre les services publics et les entreprises publiques

**PUBLIC-PRIVE, TOUS ENSEMBLE
JEUDI 8 OCTOBRE**

La journée nationale de grève appelée le 9 avril par la CGT, SOLIDAIRES et FSU a rassemblé 400 000 salariés et retraités (dont 250 000 à Paris) sur les revendications les plus urgentes :

- Augmentation des salaires et des retraites,
- Augmentation du point indiciaire et des pensions dans la Fonction publique.
- Arrêt des licenciements.
- Retrait des lois Macron et Rebsamen.
- Non à la réforme territoriale et à la loi Santé.
- Retrait de la loi de transition énergétique.

Mais, le gouvernement Hollande, en étroit accord avec la finance, le MEDEF et l'Union européenne, prétend durcir encore la remise en cause des acquis sociaux et de toute garantie collective.

Alors que les profits explosent...

- ➔ Tous les services publics et les entreprises publiques sont attaqués, menacés de démantèlement et de privatisation. **L'ADMR notamment est en grand danger.**
- ➔ Les plans sociaux détruisant l'emploi industriel se poursuivent : 280 emplois sont menacés à la Sidel à Octeville, et il est question d'un plan social aux Coop de Normandie.

.../...

Le Code du travail et toutes les garanties collectives attaquées

Messieurs Gattaz, Valls et Hollande annoncent d'une même voix, qu'ils veulent en finir avec le Code du travail et le principe de faveur dans les accords collectifs. **Ils approuvent les 44 propositions du rapport « Combrexelle » qui dynamitent** toute la réglementation protectrice du salarié :

Chaque employeur pourrait faire « sa » loi dans son entreprise, en dérogeant au Code du travail. Tous les accords collectifs arrachés de haute lutte (Convention collective nationale, accord de branche, de groupe...) auraient une durée limitée et deviendraient « précaires » (proposition 9 Combrexelle). Ce qui permettrait au patronat de tout remettre à plat constamment.

Dans la fonction publique, les suppressions de postes ne cessent de dégrader les conditions de travail des agents et les services rendus aux usagers. Et pour accélérer fermetures et transfert, le numéro 3 du gouvernement (Monsieur Macron) réclame ouvertement la fin du statut du fonctionnaire et de la garantie d'emploi.

Offensive contre le Code du travail, les conventions collectives, le statut de la fonction publique : **C'est une attaque globale.**

Ces derniers mois, les salariés ont montré leur disponibilité pour résister avec leurs syndicats contre ces régressions (9 avril, 25 juin, grève et rassemblement à la Sidel, grève importante en juin et en septembre des territoriaux de Rouen et du Havre, grève victorieuse des postiers du centre de tri de Val de Reuil...).

C'est la voie à suivre :
**La grève tous ensemble dans l'unité
des salariés pour faire reculer
une minorité de profiteurs.**

LE 8 OCTOBRE GREVES ET MANIFESTATIONS

ROUEN 10 h devant l'Omnia
en bas de la rue de la République

DIEPPE 10 h 30 à la Gare

LE HAVRE 12 h rassemblement
devant la Sidel à Octeville